

Démocratie bling-bling

Tribune – Edito – Ndimby A. – 11/01/10

Madagascar est un pays de tradition orale. Raison sans doute pour laquelle certains mots sont utilisés à tort et à travers par des personnes, qui en usent et en abusent sans en comprendre la signification. Il en est ainsi de celui de « démocratie ». Des gens qui n'ont pas cessé depuis un an de montrer les grandes limites de leur sens démocratique, se mettent maintenant à nous promettre une élection fiable et transparente pour le 20 mars. Après les périodes Baro, Ali Baba, Iznogoud et Pinocchio, voici venu le temps d'Alice au pays des merveilles. Et comme disait le chanteur Francky Vincent, Alice ça glisse...

N'iza faly, n'iza tsy faly

Les raisons ne manquent pas pour mettre en doute la crédibilité et la bonne foi de la Haute autorité de la transition (HAT), lorsqu'elle affiche ses prétentions à porter le flambeau de la démocratie. Déjà, sur le principe, les vrais démocrates ne font pas de coup d'Etat, et ne maquillent pas cet acte sacrilège derrière des arguments fallacieux. Sur le plan de la mentalité, il y a un point commun entre un auteur de *putsch*, un *mpanendaka* à Analakely, un *dahalo*, un violeur d'enfant ou un braqueur de banque. C'est cette méthode discutable, mais assumée sans scrupules : « je veux, donc je prends, quoi que dise la loi, *n'iza faly, n'iza tsy faly* ». Le putschiste se justifiera par la volonté du peuple, le braqueur ou le voleur par l'injustice sociale, le violeur par sa propre enfance perturbée. Quand la Loi de la Jungle supplante le Droit, les repères essentiels volent alors en éclats : chacun fait selon son désir, et la loi et ses serviteurs ne sont plus un rempart contre les abus.

La méfiance envers la HAT est donc le problème de taille qui pèse sur ces élections législatives, programmées unilatéralement par le camp Rajoelina pour le 20 mars. Tant qu'il n'y aura de consensus sur leur tenue, leur mode d'organisation et leur processus de contrôle, ces élections ne seront que des législatives *bling bling*. Tout comme les assises régionales de juillet 2009, ou encore le pseudo gouvernement d'union nationale présenté en septembre 2009 : de simples artifices pour faire croire aux candides que le temps de la démocratie est venu. Or, si nous en sommes encore là après un an de crise, c'est que finalement et heureusement, il n'y a pas que des ingénus à Madagascar et dans la communauté internationale.

Il est pourtant dommage que ces élections ne puissent être programmées et se tenir dans une atmosphère sereine et apaisée. Car finalement, tout le monde veut donner la parole aux urnes : la HAT, les opposants, la communauté internationale, le GIC, mais surtout les citoyens qui veulent enfin avoir voix au chapitre. Mais comment organiser des élections équitables et transparentes, pour que les résultats soient acceptés par tous comme fiables ? Chacun à leur manière, Patrick A. et Georges Rabehevitra ont donné de pertinentes pistes de réflexion. Toutefois, la réponse implique la gestion de tout un système de paramètres : financement, code électoral, listes électorales, observateurs nationaux, équité des chances, présence du TIM et de l'opposition etc. Autant de chantiers à affronter, mais tout juste trois mois disponibles. Cela est loin d'encourager à l'optimisme. Il faut donc se préparer au fait que cette affaire va être bâclée. Malgré cet atelier d'Ivato qui se voulait inclusif sur leur préparation la semaine dernière, mais qui n'a réussi à regrouper que le fan-club, les retourneurs de vestes et les inféodés.

Mais dans la logique de la HAT, peu importe que ces élections soient critiquées ou boycottées : l'essentiel est qu'elles se tiennent. Le pari de l'équipe de la transition actuelle est que la communauté internationale en reconnaisse les résultats, même si l'art et la manière n'y étaient pas. Peu importe le vin, pourvu qu'on ait l'ivresse ? Elections forcées, résultats bidon, mais bailleurs de fonds et grandes puissances qui viennent remuer la queue comme un toutou devant le nonos électoral pourri et avarié : c'est la méthode qui a fait ses preuves en Mauritanie. Déjà, le grand manitou (manie-tout ?) de la Francafrique y est allé de son petit encouragement envers l'initiative, malgré le cinéma contradictoire

de son porte-parole peu de temps après. Il n'y a en fait pas d'ambiguïté, c'est juste de la politique. Mais qu'on se le dise, Madagascar n'est pas la Mauritanie.

L'argument indigeste que nous servent la HAT et ses griots est que tout ce qui est humainement possible a déjà été fait pour rechercher le consensus. A présent, selon eux, seul l'unilatéralisme peut déboucher vers une solution. L'étendue de « l'humainement possible » dépend toutefois de la capacité intellectuelle et de la bonne foi de l'humain en question. Car il est évident qu'on ne peut pas demander à une lampe frontale de gynécologue d'être aussi puissante qu'un phare longue portée, surtout pour rouler dans le brouillard. Marche ou crève : la HAT et ses partisans marchent donc vers les législatives. Quant aux autres...

Des paroles contredites par les faits

Depuis un an, on a toujours entendu Monsieur Andry Rajoelina s'autoproclamer comme démocrate. Afin de tenter de donner à son processus de coup d'Etat un aspect noble et séduisant, la démocratie (et sa sœur jumelle la lutte contre la dictature, *ady amin'ny didy jadona*) a été son principal cheval de bataille. Le jour de l'inauguration de la fameuse Place de la Démocratie (17 Janvier), les objectifs dans ce sens se voulaient clairs. Un an après, le bilan est sans appel. L'opposition qui a tenté durant quelques semaines d'occuper la Place de la Démocratie a très vite découvert que ces belles intentions n'ont jamais été qu'un miroir aux alouettes. La bouquiniste Haja aussi : en avril, son crâne a servi de cible d'exercice pour des bidasses, trop heureux de s'exercer sur des êtres humains en lieu et place des habituelles cibles en papier du champ de tir de Langaina. Et tout ça, au nom d'idéaux qui ne sont même pas militaires. Pertes et profits de la révolution orange, ou dérapages peu démocratiques ?

La liberté des médias a également été démontrée par les faits n'être qu'un thème folklorique, utilisé pour épater la galerie et faire croire que le combat mené depuis Janvier était digne et respectable. Andry Rajoelina a monté en épingle la décision stupide du régime Ravalomanana de fermer sa station télévisée Viva, pour faire de sa réouverture et de celle du programme Karajia (RDB) les symboles d'un pseudo-combat pour la démocratie, politiquement plus correct que l'affichage de ses véritables objectifs. De plus, ses discours de Janvier à Mars 2009 pointaient du doigt la partialité de l'audiovisuel national, qui ne permettait pas aux opposants d'avoir accès à la radio et à la télévision nationales. Un an après, le bilan est également sans appel. La HAT a fait sans hésiter le copier-coller de ce qu'elle dénigrait quelques mois auparavant. La RNM et la TVM sont restées, comme au bon vieux temps de Ravalomanana, des chaînes où les dirigeants viennent s'écouter parler, et reluquer leur nombril. Petite nuance : un débat en Septembre qui a vu la participation de Fetison Rakoto-Andrianirina, au nom des trois mouvances anti-HAT.

À part cette exception, il n'y a que des talk-shows où de pourtant excellents journalistes servent de faire-valoir à Andry Rajoelina, en lui cirant les pompes d'obséquieux « Monsieur le Président » toutes les minutes. Quant aux professionnels qui tentent de faire correctement leur travail en accueillant l'opposition à l'antenne, ils prennent des risques qui se payent cher. Pour cette raison, le Directeur régional de la Radio nationale à Antsiranana a été limogé il y a quelques jours par le Ministre Nathalie Rabe. Quand on pense que c'est son département qui s'est engagé à faire en sorte que le Code de la Communication soit finalisé, on ne peut qu'être dubitatif au vu de sa vision étriquée de la démocratie. Et à la fin de la semaine dernière, des journalistes de Radio-Fahazavana ont encore été mis en prison. Forme d'intimidation habituelle dans les dictatures, pour calmer les ardeurs de ceux qui ne rament pas dans le sens du courant voulu. Le Président Ravalomanana, lui, se contentait de fermer les stations. Mais depuis que Monsieur Rajoelina a affiché son ambition de se faire appeler « Monsieur le Président » envers et contre tout et tous, les journalistes commencent à payer physiquement de leurs personnes (mort, emprisonnements, agressions). Et pourtant, jamais autant de gens de médias n'auront été conseillers spéciaux à Ambohitsirohitra et Mahazoarivo.

Mais la démocratie, c'est bien plus que l'accès à la RNM, à la TVM ou à des rassemblements sur des places publiques, car c'est un ensemble de critères. Et pour Madagascar, les chantiers sont immenses. Les meetings du Magro, présentés par le pouvoir hâtif comme symboles de démocratie, se tiennent sur un lieu privé. La HAT n'a donc aucune raison de bénéficier d'un quelconque crédit de l'existence de réunions de l'opposition à cet endroit. Par contre, on pourra parler de l'absence

d'indépendance de la Justice, pointée du doigt même par le Syndicat de la Magistrature. On pourra parler de la répression d'un cortège à Ankondrano souhaitant juste aller déposer une lettre à Ambohitsirohitra la semaine dernière. On pourra parler des intimidations sur les médias proches de l'opposition comme Radio Fahazavana. On pourra parler du retour en force de l'arbitraire, et du harcèlement administratif de la FJKM. On pourra parler de l'impunité pour les abus perpétrés par les gros bras et petites cervelles, en treillis ou en civil. Des gens s'étonnent de temps à autre de lire dans la presse que des militaires soient impliqués dans certains actes de banditisme. Mais moi, cela ne m'étonne pas. Partout dans le monde, dans le cadre d'un mouvement de déstabilisation civile menée avec l'appui de factions de l'armée, certains soldats se croient souvent tout permis. Y compris se payer sur la bête, celle-ci étant la population.

Ne faisons donc pas l'autruche. Actuellement, il n'y pas de démocratie à Madagascar. Ceux qui le disent sont des menteurs, ceux qui le croient sont des naïfs. Le peu de traces qui existent ne sont que des façades. Hélas, la pratique de la démocratie véritable a pourtant des impacts pour l'économie, que ce soit pour l'Union européenne avec les Accords de Cotonou, ou les Etats-Unis avec les conditions de l'AGOA.

Le pilier de la démocratie, ce sont avant tout les élections, qui doivent permettre aux citoyens d'exprimer leur choix. De ce point de vue, l'initiative de la HAT d'organiser des législatives n'est pas entièrement insensée. Sauf qu' il est curieux d' entendre, depuis quelques jours, Andry Rajoelina et sa clique se prévaloir du mérite de ramener la démocratie en redonnant la voix au peuple. Pour un peu, on verserait une larme devant une si noble profession de foi. Car il y a un mais, et il est d'importance. Depuis quand des auteurs de coup d'Etat, qui se sont assis sur les principes fondamentaux de la démocratie pendant des mois, ont-ils autorité pour se poser maintenant en donneurs de leçons dans ce domaine ? C'est comme si Hitler venait nous bassiner de charité chrétienne, et Pinochet de droits de l'homme. Aussi, que la HAT ne s'étonne pas du scepticisme qui plane sur ces législatives du 20 mars. Car depuis janvier 2009, en matière de démocratie, on n' a pas vu un quelconque actes, mais beaucoup de verbe. On attendra donc le 21 mars, mais sans trop d'illusions.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Democratie-bling-bling,13345.html>